

Rapport du Parti Ouvrier Belge sur la question de la Vie Chère

I.

Renchérissement du coût de la vie. — Indications générales

Le renchérissement du coût de la vie est reconnu par tout le monde aujourd'hui.

C'est un phénomène d'ordre général.

La plupart des auteurs qui ont fait une étude spéciale et approfondie de la question et ont établi des *Index-numbers*, en basant leurs calculs sur les prix de nombreux articles de consommation, sur les points les plus différents du globe, accusent cependant des résultats concordants, pour une période d'un demi siècle, principalement de 1860 à 1910.

La marche des prix, depuis cinquante ans, a été établie comme suit, dans sa ligne générale :

De 1860 à 1870. — Pas de caractère bien déterminé. Les variations des prix marquent une courbe capricieuse de hausses et de baisses.

De 1870 à 1874. — Hausse rapide des prix.

De 1875 à 1887. — Baisse des prix.

De 1888 à 1890. — Les prix montent.

De 1891 à 1910. — Les prix montent fort, surtout à partir de l'année 1900.

Jusque dans le courant de l'année 1913 les prix ont encore monté, mais il semble qu'un fléchissement se produit depuis le début de cette année.

Comparant les prix moyens obtenus entre 1901 et 1905 d'une part, et les prix de 1911, on a obtenu les résultats suivants :

	1901-1905	1911
Céréales	500	548
Denrées coloniales	300	342
Tissus	500	603

Depuis 1911, pour les produits de nourriture animale, l'augmentation en 1913 est montée de 90 à 99 et pour six textiles bruts, de 76 à 84.

Quoi qu'il en soit, et malgré les difficultés que l'on rencontre pour établir des chiffres précis, la hausse des prix est indéniable, malgré les perfectionnements et le bon marché des prix de transport, malgré aussi une production toujours plus abondante et plus rapide, grâce aux moyens mécaniques.

M. Ketteren a montré, dans la *France économique* que la hausse générale des produits agricoles, a eu une action puissante sur le développement des cultures. La récolte mondiale des céréales (blé, maïs, avoine, seigle et orge) qui en 1893-1895 s'élevait à 9.346.000 millions de boisseaux a atteint 14.584.000 millions de boisseaux en 1911-1913.

Or, cette augmentation de la production n'a nullement déterminé une baisse de prix et on a calculé que si le prix des céréales en 1911-1913 avait été aussi bas qu'en 1893-1895, les ventes mondiales auraient été de 29.250 milliards au lieu de 45 milliards 400 millions de francs. Il en résulte que la hausse des prix pour les cinq céréales mentionnées ci-dessus a rapporté plus de 16 milliards de francs aux producteurs et marchands.

Le même phénomène s'est produit pour les textiles.

II.

Causes générales. — Causes spéciales à la Belgique.

Quelles sont les causes du renchérissement?

Il y a des causes générales.

Il y a aussi des causes spéciales à la Belgique.

Parmi les causes générales, on peut citer :

- a) L'influence des saisons : pluies abondantes ou sécheresse ;
- b) Transformation des moyens de transport ;
- c) Circonstances d'ordre politique : guerres ou menaces de guerre ;

- d) Prix des terres; hausse des fermages et des loyers des immeubles;
- e) Hausse des salaires;
- f) Exigences croissantes de la consommation;
- g) Développement rapide de la population;
- h) Action des lois sociales et de l'augmentation des impôts;
- i) Mesures protectionnistes;
- j) Spéculations;
- k) Syndicats de producteurs s'entendant pour hausser les prix de vente;
- l) Cartels, trusts;
- m) Développement du capitalisme dans le commerce des denrées alimentaires ;
- n) Création d'industries nouvelles ayant absorbé de nombreux capitaux : électricité, automobile, caoutchouc, armements de toutes sortes ;
- o) Exploitation de pays neufs absorbant également des capitaux considérables ;
- p) Augmentation des dettes publiques qui détournent de la production de nombreux millions, etc., etc.

Cependant, on remarque parfois un manque de concordance entre la théorie et les faits.

Ainsi, en France, la population reste en quelque sorte stationnaire. Cependant, on a constaté que les prix du blé ont augmenté de 21 fr. 30 à 23 fr. 41 pour la période 1900-1904 comparativement à 1905-1909, alors que pour ces deux périodes la récolte moyenne a monté de 88 millions de quintaux à 93 millions.

La hausse a donc coïncidé avec une augmentation moyenne et générale de la production agricole. Il est vrai que pour le froment, le droit de douane de 7 francs a permis de maintenir les prix élevés et d'exporter au dehors le surplus de la production.

Pour ce qui concerne la Belgique, il faut tenir compte que sa population agricole décroît constamment et qu'elle ne représente plus aujourd'hui que le quart de la population totale. La population agricole belge représente à elle seule 70 habitants par kilomètre carré. Cette population est donc très dense. Il lui est impossible de se suffire à elle-même. Elle doit donc acheter pour se nourrir.

Les droits d'entrée, qui s'élevaient en 1905 à 55.572.000 francs, ont été de 67.376.000 francs en 1910.

Or, l'influence des droits d'accises et de douanes sur les prix est incontestable. Voici quelques indications à ce sujet :

Droits de douanes (perçus en 1911.)

Droits totaux 65 1/2 millions en 1911. (V. « An. Stat. » 1913.)

Animaux vivants.	fr.	1.270.000
Bières.		1.400.000
Bois de construction.		6.376.000
Fromages.		1.371.000
Beurre et margarine.		1.406.000
Grains et dérivés.		3.622.000
Fruits.		4.300.000
Habillements.		3.400.000
Merceries et quincailleries.		3.679.000
Tissus coton.		5.160.000
Tissus laine.		2.525.000
Tissus soie.		1.854.000
Autres articles.		5.437.000

	Droits	
	Douanes	Accises.
En 1860 par habitant	3.33	6.92
1880 par habitant	4.62	9.86
1900 par habitant	7.65	14.09
1911 par habitant	8.73	15.82

Les nouveaux droits d'accises votés en 1913 feront encore augmenter ces chiffres.

Pour la viande et le bétail, il faut tenir compte, en Belgique, des mesures vexatoires prises à la frontière, et qui équivalent presque à la prohibition. De là les prix élevés du bétail et de la viande.

III.

Coût de l'alimentation ouvrière en Belgique et à l'Étranger.

La hausse des prix est générale. Mais il va sans dire qu'elle a été plus forte dans certains pays que dans d'autres. De plus, il y a lieu de tenir compte des conditions générales faites aux travailleurs, avant de juger quels sont ceux qui souffrent le plus du renchérissement du coût de l'existence.

Il était intéressant, à cet effet, de connaître quel était le coût de l'alimentation ouvrière en 1900 d'une part, et en 1912, d'autre part.

Aucune enquête de ce genre n'a été faite en Belgique, et pour cause!

Heureusement, ce travail a été entrepris par le *Board of Trade* du gouvernement anglais, d'après des documents officiels, et pour faire suite à l'enquête entreprise, en octobre 1912, sur le coût du

loyer et de l'alimentation des classes ouvrières en Grande-Bretagne.

Les prix indiqués sont les prix de vente en détail. Tout en respectant les prix proportionnels de la période originale, ceux de l'année 1900 ont été représentés comme égaux à 100.

Prix en	1900	1910	1911	1912
France	100	104	117	115
Allemagne	100	127	128	130
Australie	100	103	103	116
Autriche.	100	126	128	135
Belgique (1)	100	122	128	132
États-Unis.	100	140	139	—
Grande-Bretagne.	100	109	109	115
Hongrie.	100	129	137	—
Norvège	100	108	111	119
Pays-Bas	100	115	117	123

L'augmentation des prix, pour ces douze années, a donc été de :

- 35 sur 100 en Autriche.
- 32 sur 100 en Belgique.
- 30 sur 100 en Allemagne.
- 23 sur 100 dans les Pays-Bas
- 19 sur 100 en Norvège.
- 16 sur 100 en Australie.
- 15 sur 100 en Grande-Bretagne.
- 15 sur 100 en France.

Aux États-Unis et en Hongrie, de 1900 à 1911, l'augmentation a été de 39 et 37 sur 100.

Il résulte de ce tableau que le coût de l'alimentation ouvrière a augmenté, de 1900 à 1912, pour une plus forte proportion en Belgique qu'en Allemagne, aux Pays-Bas, en Norvège, en Australie, en Grande-Bretagne et qu'en France!

Si maintenant on compare la situation matérielle des ouvriers belges à celle des ouvriers allemands, anglais et français, sous le rapport du salaire et de la durée du travail, on constatera qu'à tous égards notre prolétariat est plus malheureux que celui de ces trois pays qui entourent la Belgique.

En effet, d'après un travail fait également par le gouvernement anglais, il y a peu de temps, on constate, que là où pour une dépense de 100 francs l'ouvrier anglais obtient une certaine quantité de produits alimentaires, l'ouvrier belge, pour la même quantité, doit payer 102 francs.

On constate aussi que quand l'ouvrier anglais reçoit 100 francs de salaires, le belge ne touche que 63 francs.

(1) Pour la Belgique, les prix ont été établis sur 11 articles de consommation dans 16 grandes villes, en tenant compte du coefficient de la consommation.

Enfin, quand l'ouvrier anglais fournit 100 heures de travail l'ouvrier belge doit en fournir 121.

La comparaison entre l'ouvrier anglais et le travailleur belge s'établit par conséquent comme suit :

L'ouvrier belge *travaille plus longtemps* que l'anglais ;

Il gagne moins ;

Il doit payer 102 pour obtenir ce que l'anglais se procure avec 100.

Est-ce assez concluant ?

Dans ces conditions, est-il possible de nier que dans la crise de cherté qui existe depuis plusieurs années, le prolétariat belge a été le plus sérieusement frappé ?

IV.

Conséquences. — Ceux qui en souffrent. — Ceux qui en profitent.

Examinons maintenant quelles sont les conséquences principales, essentielles de la hausse des prix ?

Il y a, d'abord, ceux qui souffrent de la vie chère.

Il y a, ensuite, ceux qui en profitent.

Quand les prix du loyer, des denrées alimentaires, des vêtements augmentent, comme les ressources d'un ménage ouvrier sont limitées, il faut forcément se restreindre, à moins de s'endetter. Dans ces conditions :

1^o On se logera plus mal et plus à l'étroit ;

2^o On mangera moins ; on sera rationné ;

3^o On portera plus longtemps les vêtements et les chaussures, faute de ressources pour en acheter d'autres.

La hausse des prix a pour conséquence de réduire le pouvoir d'achat du salaire.

Il en résulte une misère plus grande. Or, en Belgique, la masse de la population ouvrière est déjà mal nourrie en temps ordinaire. La base de la nourriture, pour le plus grand nombre, c'est le pain et la pomme de terre. La viande est un aliment de luxe pour la généralité qui n'en mange qu'une fois par semaine, le dimanche, et encore en quantité minime !

Mal nourrie, mal logée, la classe ouvrière est atteinte hors de mesure par la maladie et ses membres les moins résistants sont frappés de mort prématurée.

Les enquêtes faites dans les grandes villes sur l'alimentation des jeunes enfants fréquentant les écoles communales ont fait constater une situation lamentable !

Plus tard, lorsque ces enfants comparaitront, à l'âge de vingt ans, devant le Conseil de Milice, un tiers ou un quart sera écarté du service militaire pour défauts physiques : faiblesse de complexion, tuberculose, difformités de toutes sortes !

Récemment, quand le gouvernement présenta son projet militaire, pour obtenir le nombre de soldats dont il dit avoir besoin, il a dû abaisser la taille. C'est la troisième fois depuis 1830! C'est là un signe évident de la dégénérescence de la race belge!

D'après M. G. Brabant (1), le régime agraire appliqué en Belgique a pour résultat final de faire payer 4 fois le montant de ses contributions au consommateur bourgeois, par l'élévation factice des prix et deux mois de salaires aux ouvriers!

Voilà le résultat de la vie chère pour ceux qui la subissent et en souffrent.

Voyons maintenant quelle est la situation de ceux qui en profitent.

L'augmentation du prix des produits agricoles a eu pour résultat évident de faire gagner plus d'argent aux agriculteurs.

Mais il faut distinguer entre ceux-ci.

La plus grande partie des exploitants agricoles est composée de petits agriculteurs qui n'occupent pas cinq hectares de terres cultivées.

Généralement, ils vendent peu et leurs bénéfices sont forcément réduits.

Les fermiers à la tête d'une exploitation moyenne ou grande, gagnent beaucoup d'argent depuis quelques années, grâce aux mesures protectionnistes prises par le gouvernement. Il en est surtout ainsi de ceux qui font de l'élevage.

Et comme les fermiers, pour le plus grand nombre simples locataires des terres qu'ils cultivent, gagnent de l'argent, les propriétaires fonciers en profitent le plus rapidement possible pour augmenter le taux de leurs fermages.

L'augmentation ici est générale. Elle frappe même plus fortement les petites exploitations que les grandes.

Pour l'ensemble du pays, cette augmentation des fermages représente de nombreux millions que paient en dernière analyse les consommateurs, riches et pauvres.

Notons à ce sujet qu'en Belgique 62 p. c. des terres sont entre les mains de deux et demi pour cent de propriétaires!

Vingt-sept personnes possèdent plus de 2,000 hectares chacune. Les grandes propriétés possédées par la noblesse catholique, les de Mérode, les d'Arenberg, les d'Ursel, les de Ligne, les de Croij, etc. sont d'anciennes propriétés féodales.

Ce sont ces gens là qui profitent le plus largement du régime agraire et protectionniste belge. C'est pour leur payer des millions de revenus que les familles pauvres doivent rationner leurs enfants et leur refuser un morceau de pain!

(1) *Le renchérissement de la vie au point de vue belge.* — Conférence faite à Bruxelles, le 23 mai 1912.

En ce qui touche spécialement le régime du bétail et des viandes, un sénateur catholique de Saint-Nicolas, M. Van Naemen, a dit au Sénat, le 1^{er} mai 1912 :

« Pour le pays de Waes, par exemple, la frontière se ferme non pas par nécessité, non pas pour enrayer la propagation d'une maladie quelconque, mais bien pour permettre à certaines personnes de se remplir les poches! Voilà la vérité! »

M. G. Brabant, de son côté, a écrit :

« Le régime des viandes en Belgique... se présente à nous comme un monument ayant l'arbitraire à sa base et la collusion à son sommet. Il est homogène! »

Par sa politique protectionniste et agraire, le gouvernement belge frappe la majorité de la population (industrielle et commerciale) au profit d'une minorité agricole.

En résumé, cette politique protectionniste coûte chaque année des centaines de millions aux consommateurs, et ceux qui en profitent sont quelques milliers de gros propriétaires, gros fermiers, gros éleveurs et spéculateurs.

V.

Remèdes généraux. — Remèdes spéciaux à la Belgique.

La période d'années comprise entre 1880 et 1890 a été caractérisée par la baisse rapide du prix des produits agricoles.

Cette baisse a résulté surtout de la concurrence faite par les Etats-Unis et la Russie par l'envoi en Europe de quantités considérables de blés. Cette exportation d'un produit qui sert de base à l'alimentation de millions d'hommes, a été facilitée par le développement des voies ferrées et par le bon marché des transports par voie de mer.

C'est de cette période de baisse des prix que date l'adoption presque partout de la politique protectionniste.

Car il est à remarquer que lorsque les prix baissent, les dirigeants bourgeois élèvent des barrières à la circulation des produits et frappent des droits de douanes nouveaux.

Par contre, quand les prix augmentent et que l'on demande à ces mêmes dirigeants d'intervenir, ils déclarent que le gouvernement est impuissant, que la hausse des prix est générale et qu'il n'y a rien à faire qu'à attendre des temps meilleurs!...

Il est incontestable que les droits de douanes, qui sont un obstacle permanent à la circulation des produits, ont pour résultat d'en aggraver les prix. La meilleure preuve c'est que

depuis quinze ans les prix ont haussé davantage dans les pays protectionnistes que dans ceux où prévaut le libre échange.

La spéculation, la formation de syndicats de producteurs, les cartels et les trusts influent aussi sur les prix. Une législation sévère devrait combattre ces manœuvres liberticides.

Le régime foncier devrait également faire l'objet de mesures législatives.

D'abord, la durée des baux est trop minime et à chaque renouvellement, le propriétaire tend à augmenter le taux des fermages, ce qui oblige les cultivateurs à augmenter leurs prix de vente.

Un impôt sur la plus-value des terres et des maisons et dont le produit pourrait servir en tout ou en partie à réduire les frais de transport des denrées alimentaires par chemin de fer influerait aussi sur les prix.

Le développement des sociétés coopératives de consommation, par la suppression d'une série d'intermédiaires, en rapprochant le consommateur du producteur, aurait également pour conséquence de réduire les prix de vente des denrées alimentaires.

Il a été reconnu, en Belgique, que le prix du pain est de 20 à 35 pour cent plus élevé dans les villes où il n'y a pas de boulangeries coopératives que dans celles où existent ces utiles institutions.

Le développement de l'organisation syndicale des ouvriers, dans le but d'augmenter les salaires, parviendrait aussi à atténuer les conséquences du renchérissement des denrées alimentaires.

Une loi spéciale pourrait aussi étendre les attributions économiques des communes. Celles-ci, à défaut des coopératives, pourraient organiser la vente de certains produits utiles à tous, lait, pain, viande, etc., etc. La construction de nombreux immeubles à bon marché, pour la location, à toutes les classes de la société, ferait baisser sérieusement le prix des loyers qui dans certaines contrées surpeuplées atteignent des prix insensés.

Pour la Belgique, spécialement, il faudrait en revenir à la politique libre échangiste.

Par conséquent, on devrait supprimer les droits d'entrée sur le bétail vivant et sur les viandes et supprimer les mesures vexatoires et coûteuses imposées à la frontière pour l'entrée du bétail maigre et de boucherie ainsi que des viandes congelées d'Argentine.

On devrait supprimer les droits d'entrée sur les graines, les farines et leurs dérivés.

De même pour les beurres et les fromages, les fruits et autres produits alimentaires taxés aujourd'hui. Les droits d'accises sur les sucres devraient être réduits fortement et supprimé en ce qui concerne la margarine.

Cet ensemble de mesures s'impose à tout gouvernement soucieux de défendre l'intérêt public et d'empêcher l'appauvrissement systématique de la masse qui, de l'aveu de tous les gens compétents, est en général mal nourrie, mal logée et mal vêtue.

Nous proposons au Congrès Socialiste International de décider qu'il y a lieu pour les représentants du prolétariat dans les Parlements de proposer des mesures tendant à réduire, sinon à supprimer, les droits de douanes frappant les denrées de consommation populaire; de pousser à la construction de logements à bon marché par les pouvoirs publics; de légiférer contre les trusts et les accaparements; etc.

Pour le prolétariat organisé, il y a lieu aussi de développer l'organisation des consommateurs par la création ou l'extension de sociétés coopératives.

Cet ensemble de mesures pourra avoir des conséquences bien-faisantes pour atténuer fortement le renchérissement des conditions d'existence.

Bruxelles, mai 1914.

Le Rapporteur,
LOUIS BERTRAND.

LA VIE CHÈRE

considérée au point de vue agricole

II

Le Congrès international de Vienne discutera de ce grave problème qui s'imposa naguère avec une acuité particulière, lors des émeutes de Vienne, des troubles du Nord de la France et des manifestations menaçantes qui se déroulèrent en Belgique. Si, par certains côtés, la question a quelque peu perdu de sa gravité, elle n'en est pas moins posée avec force; la crise industrielle peut avoir provoqué certaines baisses de prix pour certains produits nécessaires à la vie, mais, en ordre général, les denrées alimentaires, les matériaux indispensables aux constructions, les vêtements et, en particulier, les chaussures, restent chers et en hausse considérable sur les prix d'il y a quinze ou vingt ans.

Le phénomène est absolument général; général à tous les produits de l'agriculture ou de l'industrie, général à tous les pays, avec des atténuations ou des accentuations selon les régimes douaniers et les politiques fiscales des diverses nations. A ce phénomène général, il y a donc nécessairement des causes tout aussi générales. On en a signalé une qui, si elle jouait avec la régularité, la netteté, la proportionnalité qu'on pourrait lui supposer, expliquerait tout sans discussion et avec simplicité : il s'agit de l'augmentation de la production de l'or et aussi du moindre prix de revient de cette production.

Mais les avis sont tellement partagés, la quantité d'or produite — qui est effectivement en augmentation considérable — est utilisée de façons si diverses; il est si difficile de fixer quelle en est la part affectée à la frappe des monnaies; il est si téméraire même d'essayer de dire dans quelle mesure les monnaies d'or circulent ou sont retenues et cachées, qu'il n'est pas possible d'aboutir à une conclusion nette. Pourtant, on emporte la *sensation*, la conviction que cet élément joue un certain rôle, nullement négligeable, et qui retentit par conséquent, avec une force égale, dans le domaine agricole et dans le domaine industriel.

Seulement, je veux m'en tenir, comme le Conseil Général me l'a demandé, au seul point de vue agricole. Il est du reste déjà assez complexe et assez difficile à débrouiller. Comme base de discussion au Congrès de Pâques, je ne puis non plus songer à apporter une étude complète, documentaire, nécessairement longue et minutieuse. Je vais me borner à indiquer les conclu-

sions auxquelles l'examen des faits m'a conduit, quitte à développer chaque point, ultérieurement, avant le Congrès de Vienne.

Ces conclusions sont de trois ordres : d'abord celles qui s'appliquent d'une façon absolument générale à tous les pays ayant subi l'influence du développement capitaliste; celles qui ont trait à des circonstances purement accidentelles et provisoires, circonstances qui ont provoqué l'explosion du mal; celles qui dérivent de la position particulière de la question pour notre pays.

Conclusions d'ordre absolument général.

La concentration de plus en plus grande des moyens de production et d'échange, l'organisation des polls, des cartels, des trusts, dans les domaines les plus divers de l'activité humaine, depuis les syndicats régionaux, tels nos syndicats de charbonnages, jusqu'aux trusts mondiaux, tels ceux que dénonçait naguère à la tribune du Parlement français, pour les métaux, M. l'ingénieur Margaine, en passant par les ententes nationales, pour les aciers, pour les sucres, pour les papiers, etc., et aux ententes internationales pour les cotons, pour les frets de navigation, etc., toute cette évolution inhérente au progrès de la société capitaliste, mène directement au relèvement des prix, agissant sur les produits de l'agriculture et de l'élevage comme sur les produits de l'industrie.

En outre, l'extension formidable prise dans ces dernières années par la grande industrie, et au premier rang par la métallurgie — la production de la fonte dans le monde a passé de 1 à 10, en cinquante ans — a provoqué, dans les pays entraînés dans le mouvement, un phénomène identique, l'exode rural; la population agricole a perdu constamment de son importance numérique, absolue et relative. Dans les vieux pays, le nombre des consommateurs des produits de la terre a cru en dehors de toute proportion avec la rapidité d'accroissement de ces produits mêmes. Le manque de parallélisme entre la puissance de consommation et la puissance de production devait se traduire et s'est traduit par des hausses de prix incessantes.

Pour la viande notamment, aucun des vieux pays n'a pu maintenir le parallélisme de jadis entre le nombre de ses habitants et le nombre de têtes de bétail. Ce retard de plus en plus marqué de la production agricole sur la production industrielle a eu d'autres causes encore que la raréfaction de la main-d'œuvre; tout l'effort scientifique, la plupart des applications des sciences aux travaux des hommes, se sont durant longtemps orientés vers l'industrie, plus accueillante, plus rémunératrice, plus audacieuse et mieux munie des capitaux indispensables aux essais.

D'autre part, le manque de plus en plus marqué de salariés agricoles, détournés par l'industrie, a provoqué en beaucoup de

pays le morcellement des cultures, entraîné la hausse du prix de la terre par la concurrence des petits paysans entre eux, livré la terre, le bétail, les industries agraires aux parties de la population les moins ouvertes aux conquêtes de la science et aux hardiesses de la technique moderne. N'a-t-on pas démontré que rien que pour notre pays, l'ignorance générale des cultivateurs, en ce qui concerne la notion élémentaire de la « ration alimentaire » du bétail, leur faisait gaspiller, chaque année pour 40 à 45 millions de nourriture, employée mal à propos.

Dans une direction à peu près semblable, la multiplicité des étables, le manque de capitaux des cultivateurs, l'absence des éléments indispensables d'hygiène, la routine séculaire des petits cultivateurs vivant repliés sur eux-mêmes, peu instruits et impuissants à se libérer, faute de capitaux, constituent autant de causes favorables à l'écllosion des épizooties et à la persistance dans une proportion effrayante de la tuberculose parmi nos cheptels. M. Méline n'a-t-il pas évalué à 700 millions les pertes subies par la France, par la dernière épidémie de fièvre aphteuse ?

On a essayé cependant — avec un semblant de raison — de soutenir que la petite exploitation favorisait le développement du cheptel. C'est exact pour notre pays, au point de vue de l'élevage, au point de vue laiterie, au point de vue de la bête bovine de travail. Mais ce bétail est fatalement, et la plupart du temps, de qualité secondaire, et ce n'est pas lui qui fournit ni qui peut fournir les quantités de viande de plus en plus grandes nécessaires dans les pays industriels. Cet éparpillement a augmenté la production du lait et du beurre, mais ralentit la production de la viande; et en ce qui concerne le lait et le beurre, il a rendu sa production plus coûteuse.

Tous les pays industriels doivent donc faire appel aux produits agricoles des pays neufs et pour la plupart des produits. Mais à leur tour, les pays neufs s'outillant pour la production industrielle, leur population augmentant sans cesse, et en particulier et surtout leur population industrielle et commerciale allant croissant avec une rapidité foudroyante, leur capacité d'exportation va en se rétrécissant, comme c'est le cas pour les Etats-Unis : ceux-ci importent maintenant de la viande, alors qu'il y a dix ans, ils exportaient jusqu'à 600,000 têtes de bétail. Même des pays plus neufs encore, comme l'Argentine, voient se restreindre leurs possibilités d'exportation : les statistiques de 1913 sont frappantes à ce sujet, marquant un recul — pour la première fois — sur les chiffres antérieurs, pour le bétail, les moutons, les laines, etc.

En ce qui concerne spécialement la production de la viande, du beurre et du lait, il faut noter du reste qu'en tout pays, depuis quinze ans, on a assisté à une hausse de toutes les denrées ali-

mentaires nécessaires au bétail, hausse qui devait nécessairement se traduire dans les prix de vente. Qu'on y ajoute l'aggravation générale des charges militaires — personnelles et financières — enlevant de nouveaux bras au travail agricole où ils sont plus nécessaires, alourdissant les budgets par des impôts dont le retentissement sur la terre est inévitable, et on a une vue nette des causes multiples, variées, mais générales qui ont provoqué des hausses des produits de la terre, même en les considérant à leur origine.

Si on considère maintenant le processus de la répartition, on aperçoit tout aussi aisément les circonstances qui élèvent encore les prix pour ces produits aux lieux de leur consommation. La logique suffit à faire admettre la différence sensible des prix que nous constatons à la ville et à la campagne, pour les denrées alimentaires : il y a le prélèvement des intermédiaires, souvent très nombreux, parfois inutiles — il y a surtout l'énorme plus-value subie dans toutes nos grandes agglomérations, pour les immeubles et les terrains à bâtir — il y a le besoin d'aise qui s'est accru aussi, provoquant l'habitude des remises à domicile, nécessitant l'établissement des glaciers, entraînant à l'installation de magasins plus luxueux ; — il y a enfin, dans une certaine mesure, l'action des lois sociales réfrénant les possibilités d'exploitation du travailleur salarié, mais laissant le champ libre au négociant, qui se rattrape sur le consommateur.

Les pommes de terre se vendent en ville 100 p. c. plus cher qu'elles n'ont été payées à la culture ; les fruits 100 à 200 p. c. au-dessus du prix d'achat ; la viande, à l'étal des bouchers, se vend avec un écart de plus en plus grand par rapport au prix net de la viande abattue ; des statistiques allemandes tendent à établir que le profit brut — nous ne disons pas net — a doublé depuis trente ans. D'une rapide enquête que je viens de faire à travers tout le pays, il ressort avec évidence cette marche ascensionnelle des prix de la viande depuis les régions purement agricoles jusqu'au cœur des grandes villes, en passant par les petites villes provinciales, par les bourgs industriels et par nos faubourgs des grandes cités.

Et ainsi, dans toutes les directions, éclate une fois de plus avec une force incompressible, l'anarchie qui est à la base de la production en régime capitaliste ; la course au profit, la nécessité sous peine de recul pour le capitalisme de créer des plus-values, sans arrêt, sans équilibre, sans harmonie, par les moyens les plus rapides, les plus faciles, les plus profitables, ont créé cette discordance qui aggrave de jour en jour la cherté de la vie. Et il apparaît bien ainsi qu'en dehors d'une organisation sociale de la production et des échanges, il n'y a que des palliatifs et non des remèdes. Et le problème ne fera que grandir à mesure que les travailleurs — et les paysans eux-mêmes — auront plus

conscience de leur dignité d'homme et exigeront une plus complète satisfaction de leurs besoins — minimum — sans compter la satisfaction de tant de besoins légitimes, intellectuels, moraux et artistiques.

Causes naturelles, accidentelles et passagères.

Nous aurons maintenant vite fini avec les causes d'ordre accidentel et national. Elles ne sont pourtant pas négligeables, car leur retentissement est souvent profond et prolongé. Ce sont elles du reste, qui ont fait éclater à tous les yeux la gravité de la crise. Rappelons-nous l'année 1910 et les violentes manifestations qui eurent lieu. Le beurre, les œufs, la viande avaient atteint des prix exorbitants. Ce fut la révolte des consommateurs. Alors déjà, nous avons dit combien les vexations que l'on fit subir aux cultivateurs nous paraissaient injustes.

L'année 1910 avait été désastreuse pour l'agriculture par suite de pluies exagérées; l'année 1911 amena par contre cette longue et terrible période de sécheresse dont le souvenir n'est pas près de se perdre. Les nourritures destinées au bétail atteignirent des prix sans précédents. Les prairies étaient tondues et brûlées. Un de nos agronomes a établi que, en se plaçant au seul point de vue du prix *de revient*, le cultivateur ne pouvait produire du beurre pur, normal, à moins de 4 francs le kilo. Qu'on juge du prix de vente inévitable dans les villes et les centres industriels.

Sur toutes ces causes de renchérissement vint se greffer, en 1911, la stomatite aphteuse. Près de 300,000 têtes de bétail, plus de 150,000 porcs furent atteints. La perte subie par l'agriculture fut évaluée pour un seul canton du plateau de Herve à 6 1/2 millions. Plus de lait, donc plus de beurre; plus d'engraissement normal, donc perte de temps, perte de poids, perte d'argent, dépenses supplémentaires. Les hauts prix de la viande s'expliquent mille fois.

Et qu'on ne pense pas que le mal disparu, ses conséquences disparaissent avec lui; il faut du temps pour reformer les provisions, regarnir les étables et les prairies, etc. Qu'on se rappelle alors que 70 p. c. de nos cultures se font en location, et que les privilèges du propriétaire lui assurent en tout cas le paiement de sa rente, dont le taux a monté sans cesse depuis quinze ans, et l'on admettra sans peine que la situation du producteur agricole n'était pas plus facile que celle du consommateur.

Causes nationales et artificielles.

Il est évident que dans ces conditions, s'il vient encore s'ajouter à ces causes générales, des causes nationales, artificielles, dérivant d'une politique fiscale destinée à épargner les classes riches,

à favoriser les propriétaires fonciers, à créer en faveur de la production agricole une illusoire protection, les maux s'accroissent encore et, comme nous l'avons dit toujours, sans profit réel pour l'agriculture.

Il s'agit des droits de douane, injustifiables quand ils frappent des denrées dont le pays n'a pas assez sur son propre fond. C'est le cas pour tous nos produits de la terre. Or, on taxe le beurre, on taxe la viande. Je ne parle pas de la farine, la taxe n'ayant aucune conséquence sérieuse. On taxe les fruits, on taxe le sucre. En ce qui concerne la viande, il faut y ajouter les difficultés incompréhensibles opposées à l'introduction des viandes congelées ou réfrigorifiées d'Argentine et d'Australie.

Enfin, du seul point de vue de la production économique de la viande par nos agriculteurs, il y a les mesures vexatoires à la frontière à l'entrée du bétail maigre d'engraissement. Les longues quarantaines, les pertes subies, tout tend à mettre l'engraisseur dans l'impossibilité de produire de la viande à bon compte ni en quantité suffisante.

Les conséquences mauvaises de cette politique — basée sur le prétexte de maladies contagieuses — sont sensibles à la fois pour les producteurs de lait, qui ne trouvent pas à bon compte ni facilement le bétail nécessaire, et pour les producteurs de viande qui ont de plus en plus de peine à se procurer le bétail maigre. Il est encore heureux, dans une certaine mesure, que le nombre des porcs élevés et engraisés en notre pays ait doublé depuis trente ans.

Remèdes d'ordre général.

L'ampleur du problème, et ses causes générales qui puisent leurs racines si profondément dans l'organisation même de la production et de la répartition en régime capitaliste, disent assez que toutes les mesures fiscales, économiques ou autres ne peuvent être que des palliatifs; cependant, la conclusion générale étant admise qu'il faut orienter nos efforts et dans l'ordre politique, et dans l'ordre intérieur du parti, et dans notre action permanente vers une transformation sociale radicale, que devons-nous faire?

Nous n'hésitons pas d'abord à conclure en faveur de la grande exploitation contre la petite. Cela signifie-t-il qu'il y a lieu de prendre des mesures radicales contre celle-ci? Nullement! Car ce ne serait pas seulement impossible pratiquement, mais la transformation ne peut se faire qu'à mesure du développement scientifique des procédés et du développement des conceptions sociales des agriculteurs eux-mêmes. Et c'est ce qu'il faut préparer.

Dans ce sens, tout ce qui tendra à répandre l'usage des procédés mécaniques et de la force motrice inanimée, à la cam-

pagne, sera un ~~progrès~~ en avant dans la voie indiquée. Les progrès y dépendent de ~~trois~~ ou trois points principaux : 1^o la formation d'un prolétariat agricole intellectuellement et techniquement plus développé; 2^o la diffusion parmi la masse des petits producteurs libres des notions scientifiques et économiques qui leur échappent encore si complètement aujourd'hui; 3^o la mise à la disposition des agriculteurs de capitaux suffisants.

Pour atteindre ce but, nos efforts peuvent se produire dans le domaine public, de l'enseignement et des finances. Atteindre la richesse acquise, frapper la plus-value foncière, puiser dans le profit capitaliste et propriétaire de quoi exalter les moyens de production, les éléments d'instruction et les capitaux nécessaires à une production plus rapide, plus économique, plus intensive, en agriculture, telles sont les voies relativement faciles à suivre, et en vue desquelles le prolétariat industriel et socialiste a le plus grand intérêt à utiliser ses forces politiques.

Dans le domaine de notre activité sociale et économique, la ~~coopération~~ ouvrière offre un moyen d'une rare puissance : 1^o pour faire dépendre des consommateurs et se développer, des « ateliers » agricoles de production basés sur les tout derniers perfectionnements de la technique; 2^o pour habituer les campagnards à pratiquer l'entraide, à acheter, à vendre et à produire en commun. C'est là que son éducation sociale se fait avec le plus de rapidité.

La vieille maxime du *Vooruit* : « Bien-être relève » doit aussi nous inspirer dans les efforts que nous faisons en agriculture. Rien ne sert de tenter de convaincre le petit cultivateur — actuellement déprimé, opprimé, pauvre, ignorant, méfiant, sans idéal et sans besoins — de la supériorité des formes collectives de production. Il faudra passer par un long processus de relèvement : par ses droits politiques, il pourra refouler les emprises et les privilèges des propriétaires; par les assurances, il pourra se garantir un peu de sécurité; par son intervention sans cesse accrue dans la politique agraire de son pays, par les comices réorganisés, il pourra peu à peu se dégager des bas horizons qui limitent actuellement sa vue courte et peureuse.

A côté de l'action législative susceptible de promouvoir une législation sociale agraire protectrice des cultivateurs et des salariés agraires; à côté de l'action libre des groupes ouvriers et paysans pour l'utilisation des forces de la coopération et du syndicat, il y a place pour les grandes villes, les cités industrielles, les établissements hospitaliers et de bienfaisance, pour réaliser des œuvres modèles : la production et la répartition du lait par exemple; établissements susceptibles d'orienter l'évolution des procédés et des idées à la campagne.

Enfin, il est bien évident que la plus large pratique de ~~libre~~ échange, le dégrèvement des matières alimentaires, une trans-

formation profonde de nos bases d'impôts tendant à alléger la charge des producteurs, peuvent avoir des conséquences immédiates sérieuses. De même des ententes internationales, telles qu'en propose l'Institut international d'agriculture de Rome, quant aux frets des diverses denrées, peuvent niveler davantage les prix et empêcher le retour de ce fait que certains pays souffrent davantage que d'autres de la cherté des vivres.

Peut-être faudrait-il préciser encore certains aspects de ces conclusions, mais ils sont, nous semble-t-il, inclus dans ce que nous venons de dire. Nous pouvons donc borner ici notre travail, croyant avoir donné une vue d'ensemble de la question. Si le Congrès estime que la voie indiquée est bonne, il restera à pénétrer plus avant dans les détails, et ce sera avec plaisir que nous achèverons notre besogne, en basant nos déductions sur des faits et des statistiques et en dégagant mieux certaines particularités secondaires.

J. WAUTERS.
